



Rapport de CEC dans le cadre de l'appel à projet Fonds Qualité 2016

Rapport narratif dans le cadre de l'appel à projet Fonds Qualité 2016 T2
adressé à Acodev par l'ONG Coopération par l'Education et la Culture

Décembre 2016

1) Nom de l'ONG

Coopération Education Culture ONG

2) Nom du projet

Dossier introduit par l'ONG CEC dans le cadre de l'appel à projet Fonds Qualité 2016.

3) Date d'introduction du projet

Le projet a été introduit le 5 juillet 2016.

4) Les modalités de sélection du prestataire

La mission de consultance a été effectuée par Luc Ameye, expert en gestion de projet dans le secteur de la coopération au développement. Ce choix a été motivé par l'expérience passée entre Luc Ameye et l'équipe de CEC, en 2015, lors d'un accompagnement autour de la méthode GAR. En 2015, il a également été présent lors de la réalisation de l'autodiagnostic de CEC sur le modèle EFQM réalisé en collaboration avec Florence Kohnen.

En plus de son expérience de coaching avec CEC, la connaissance du secteur particulier des acteurs « culture et développement » de Luc Ameye a été un critère déterminant.

Enfin, CEC s'est assuré de ses compétences spécifiques autour de la théorie du changement, compétences qu'il a développées au travers des organisations ACE, MDF et COTA.

5) La nature précise des prestations effectuées et les quantités prestées par le prestataire

- Animation de quatre jours et demi de travail en collaboration avec toute l'équipe de CEC pour la construction des théories du changement pour le volet Sud et Nord du programme 2017/2021 de CEC. Ces journées se sont tenues les 27, 28 juillet, 2 août, le 22 août et le 30 août 2016 dans les locaux de CEC.

- Accompagnement et conseil à distance de l'expert pour des modifications des TdC réalisées par l'équipe en fonction de la rédaction du programme quinquennal (entre le 15 août et le 15 septembre). L'expert a également effectué un suivi de la rédaction des deux cadres logiques afin

de s'assurer avec l'équipe de CEC de la cohérence entre la théorie du changement et le cadre logique, au Nord et au Sud.

6) Les résultats concrets atteints à travers l'action sous forme d'une analyse « avant/après » et leurs effets attendus (produits, changements organisationnels). Si le projet s'inscrit dans un processus plus large, en quoi y a-t-il contribué ? Y a-t-il de nouvelles étapes planifiées suite au projet ?

Avant l'accompagnement de Luc Ameye, l'équipe de CEC a identifié le besoin d'une méthode pour la construction de ses théories du changement. CEC n'avait alors pas de théorie du changement et voyait dans ce travail une occasion de renforcer sa stratégie institutionnelle.

Suite à l'accompagnement, CEC a pu concevoir la TdC des volets Nord et Sud de son programme **(voir annexe)**.

Le processus proposé a été progressif et participatif :

- définition du changement rêvé,
- identification des acteurs du changement,
- définition des chemins de changement et des hypothèses,
- références théoriques relatives aux hypothèses causales,
- recherche de facteurs internes et externes (positives et négatives).

Luc Ameye a ensuite effectué le suivi de la réalisation de la TdC en proposant notamment des modèles schématiques. Le travail de relecture en lien avec la GAR et la construction des cadres logiques a permis d'aboutir à la validation de la TdC pour le Belgique et la RDC.

Au-delà de la réalisation de deux TdC, l'accompagnement de l'expert a permis à CEC de poursuivre un travail de renforcement de sa stratégie. L'intervention de Luc Ameye a permis d'installer un cadre propice aux échanges et a participé à un besoin mis en évidence lors de l'autodiagnostic réalisé avec l'encadrement de Florence Kohnen d'Acodex : « Formaliser et terminer le processus de définition stratégique et diffuser cette stratégie ».

La maîtrise des actions menées par Africalia également coachée par l'expert a facilité l'identification de synergies et complémentarités entre les deux ACNG.

Fiche d'enseignement de CEC

Nom ONG + personne de contact :

Coopération Education Culture ONG – Dominique Gillerot, administratrice déléguée.

Nom projet :

Rapport narratif de CEC dans le cadre de l'appel à projet Fonds Qualité.

Date d'introduction du projet : 5 juillet 2016.

Thématique du projet :

- . Leadership
- . Genre
- . Environnement
- . Finance
- . GAR ✓
- . Partenariat ✓
- . Ressources Humaines
- Risques ✓
- Transparence
- Stratégie ✓
- Processus ✓
- Communication
- Autre :

Coordonnées du consultant /organisme de formation :

Luc Ameye, conseils en ingénierie de projet.

9, rue champ du moulin, 1480 Saintes

0484498664

luc.ameye@gmail.com

Le projet visait principalement à construire la théorie du changement pour le volet Sud (RDC) et Nord de CEC dans le cadre du programme quinquennal 2017/2021.

Au regard des commentaires adressés par les personnes chargées de l'évaluation des programmes, il semble que la TdC pour le volet Sud ait été très bien accueillie mais que des progrès peuvent être réalisés pour le volet Nord. Cela s'explique par la complexité des modes d'action que CEC mène en Belgique, et qui devront être mieux explicités dans le cadre formel de la TdC.

Ce projet a permis de poursuivre la formation de l'équipe autour de la TdC. Avant l'intervention de l'expert, trois membres de l'équipe ont pu suivre les formations proposées par ACODEV (formation du 28 juin 2016 à Amazone et le séminaire d'introduction du 11 juillet 2016). L'équipe envisage maintenant ce résultat comme une base sur laquelle il faudra continuer à travailler. Au-delà de la formalisation de sa théorie du changement pour le programme en Belgique et en RDC, l'équipe a renforcé son approche stratégique commune, travail qu'elle inscrit dans un besoin de « *formaliser/terminer le processus de définition stratégique et diffuser cette stratégie* », chantier identifié lors d'un autodiagnostic réalisé avec l'encadrement de Florence Kohlen d'Acodev.

La TdC est maintenant appréhendée comme un outil intéressant qui devra par la suite être utilisé dans des conditions plus sereines. Cela devra passer par la diminution de la pression du temps, l'appropriation par les permanents du vocabulaire spécifique et par un travail visant à affiner et clarifier la présentation des actions menées en Belgique par CEC.

Cette TdC devra aussi faire l'objet d'un suivi formatif afin d'en tirer pleinement profit ainsi que d'une appropriation des enjeux et contenu par les partenaires du nord comme du sud.

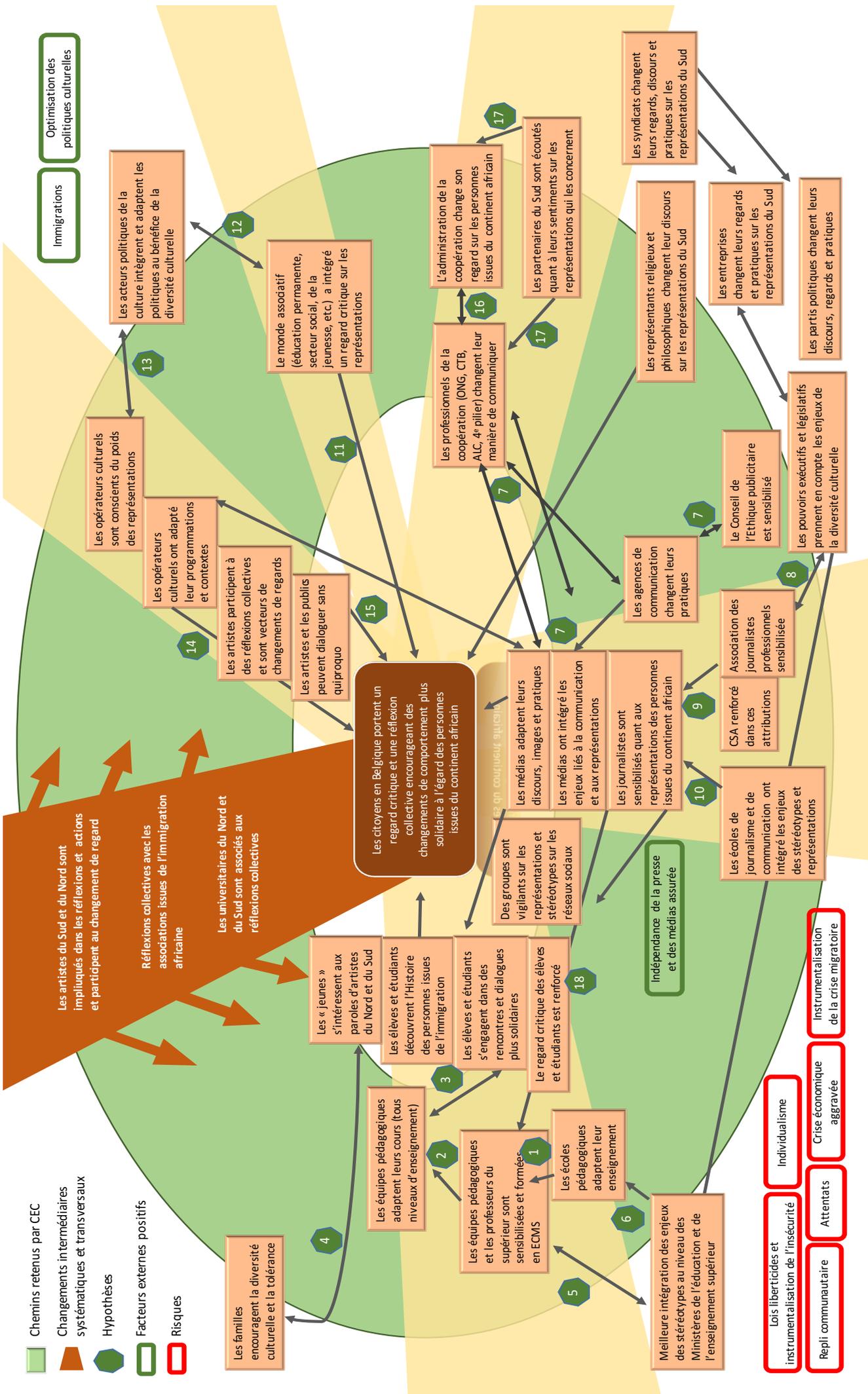
Comme pour toutes les ONG, un nouveau chantier s'ouvre pour CEC, celui du suivi et de l'évaluation de la TdC que l'équipe voit comme un outil dynamique à faire évoluer dans le temps.

Le projet a été abordé de manière très positive par l'ensemble de l'équipe qui, consciente du besoin, s'est impliquée collectivement dans les réflexions et la formation. Cette implication était d'autant plus nécessaire que deux nouveaux permanents ont rejoint l'équipe, à savoir le coordinateur pédagogique et la coordinatrice.

La présence du consultant a permis à l'équipe de se retrouver dans un cadre lui permettant d'échanger plus facilement et de produire des documents sur lesquelles elle pourra dorénavant s'appuyer dans la mise en œuvre de ses actions. Cet enseignement s'est traduit par un engagement commun à structurer d'avantage sa manière de travailler ensemble dans des projets spécifiques et lors de réunions d'équipe hebdomadaires. Autrement dit, l'exercice a constitué un team building intéressant.

Annexes :

- Théories du changement réalisées dans le cadre de l'accompagnement : schémas et narratifs pour la Belgique (volet Nord) et la République Démocratique du Congo (volet Sud).



Dans le processus de construction de sa théorie du changement, l'équipe de CEC a défini le changement souhaité pour ses actions en Belgique comme tel : « *Les citoyens en Belgique portent un regard critique et une réflexion collective encourageant des changements de comportement plus solidaire à l'égard des personnes issues du continent africain* ». CEC considère qu'un tel changement n'est réalisable qu'en provoquant des changements intermédiaires et en impliquant des parties prenantes et publics de divers secteurs.

L'objectif est dès lors d'expliquer ces diverses phases de changements en indiquant clairement les chemins de changements, les hypothèses sur les relations de cause à effet et leurs fondements.

En guise d'introduction, il est important de souligner que CEC envisage l'art, la culture et les diversités culturelles comme levier de développement⁶ et c'est notamment par la valorisation des expressions culturelles des personnes issues de l'immigration africaine que l'ONG entend mener la plupart de ces actions. CEC travaille depuis plusieurs années selon une approche de la pédagogie interculturelle⁷, c'est-à-dire une démarche qui stimule la curiosité pour la découverte d'autres cultures et qui offre un aperçu de la complexité des stéréotypes et des représentations culturelles. CEC considère les artistes comme des acteurs importants de l'éducation au développement et des producteurs de changements de regards. Leur implication dans cette théorie du changement relève à la fois d'un changement intermédiaire transversal à tous les autres et d'une méthode de travail que CEC met à l'œuvre depuis longtemps. Il en est de même pour l'implication d'universitaires du Nord et de Sud et d'associations issues de l'immigration en général, et de l'Afrique en particulier. C'est par ce type d'approche pluraliste et inclusive que CEC entend mettre en œuvre de réels espaces de réflexions et de rencontres avec les différentes parties prenantes afin d'aboutir au changement souhaité.

La sensibilisation des professeurs (durant leurs études et dans le cadre de leur travail, **H1**), en étant conscients de la configuration des institutions scolaires⁸, leur permettra de mieux adapter leur cours en intégrant l'ECMS de façon plus systématique et de s'engager par la suite dans des actions collectives en ECMS : formations, appropriation d'outils pédagogiques, projets avec les classes, avec des ONG, etc. (**H2**). De plus, la sensibilisation et les changements de pratiques des professeurs les pousseront éventuellement à interpeler les pouvoirs publics et l'administration sur des questions en lien avec l'ECMS (**H5**). L'étude du SCI⁹ révèle que beaucoup de jeunes se préoccupent de « l'avenir du monde, de l'humanité ou de la planète ». La sensibilisation auprès des professeurs ainsi que les interventions dans les classes (animations) entraîneront un meilleur accès aux élèves à l'ECMS et leur permettra d'être plus sensibilisés et conscients des enjeux en lien avec les stéréotypes et les représentations (**H18**). Une fois cette prise

⁶ Déclaration universelle de l'Unesco sur la diversité culturelle. Article 3 - La diversité culturelle, facteur de développement.

⁷ Charte de valeurs de CEC : « Il s'agit donc de développer un véritable savoir-être dans le rapport à l'Autre, en stimulant la curiosité des publics. Cette méthodologie favorise la découverte d'autres réalités, d'autres façons de penser le monde, en évitant l'écueil d'un discours moralisateur eurocentré. », rendu à la DGD lors du screening le 8 janvier 2016, dernière mise à jour, juin 2016.

⁸ Annoncer la couleur, rapport final « L'Éducation à la Citoyenneté Mondiale dans les écoles de l'enseignement secondaire de la Fédération Wallonie Bruxelles », mars 2015, p.123.

⁹ SCI – Projets internationaux, enquête sur les jeunes « Les préoccupations des jeunes de 16 à 24 ans », Bruxelles, 2016, p.3. Cette enquête révèle que beaucoup de jeunes se préoccupent de « l'avenir du monde, de l'humanité ou de la planète ».

de conscience renforcée¹⁰, les élèves seront plus ouverts au dialogue et à la rencontre **(H3)**, et pourront à leur tour interpeler leurs professeurs **(H3)**.

Sur base du CSC Belgique (p.24) et de l'étude Common Cause de 2010¹¹, nous formulons également l'hypothèse que les élèves poursuivront les discussions avec leurs parents, cela entrainera des échanges réciproquement positifs pour une meilleure appréhension de la diversité culturelle **(H4)**. L'adaptation des lois relatives à l'enseignement du Ministère permettra de faciliter l'intégration de l'ECMS dans les cours et une plus grande attention portée à la diversité culturelle et ses représentations. **(H6)**

Une étude du CSA de 2009¹² révèle bien les discriminations et les représentations (stéréo-typées) en présence dans les programmes de la télévision francophone belge (des études similaires existent en Flandre), notamment à l'égard des personnes perçues comme non-blanches : sous-représentées sauf dans le sport, occupant plutôt des rôles « secondaires » que des rôles de « prestige », souvent représentées lorsqu'il s'agit de leur origine, etc.

Cette étude souligne d'ailleurs la nécessité de travailler avec les écoles de journalisme afin de réfléchir à la fois à la représentation de la diversité dans les programmes et la question de la présence de cette diversité au sein des médias eux-mêmes¹³ **(H10)**. Le renforcement et la sensibilisation d'organes tels que le CSA et l'Association des journalistes professionnels permettra une meilleure sensibilisation des journalistes et des professionnels **(H9)**. De plus, l'adaptation des lois permettra un meilleur accomplissement de leurs missions tels que le plaidoyer, le monitoring et l'autorégulation déontologique **(H8)**. Impliquer des journalistes dans des réflexions partagées sur cette question permettra une meilleure conscientisation et, à terme, des changements de pratiques dans les médias **(H7)**. CEC émet l'hypothèse qu'une réflexion commune entre des acteurs de la coopération, de la communication et des médias doit être effectuée afin de questionner l'image et les représentations stéréotypées des personnes issues du continent africain véhiculée dans la communication des ONG et dans les médias¹⁴. **(H7)**

Comme nous le prouvent les nombreuses expériences à ce sujet, une implication simultanée des professionnels et de l'administration de la coopération permettra une meilleure prise en compte communes des enjeux en lien avec les représentations et les stéréotypes des personnes issues de l'immigration et de l'Afrique. **(H16)**

L'implication et l'écoute des partenaires du Sud sur ces questions permettra plus de pertinence et facilitera les changements de regards. **(H17)** Le secteur associatif (éducation permanente, action sociale, insertion socioprofessionnelle, etc.) est un relai de 2nd ligne. L'impliquer dans des réflexions collectives sur les représentations permettra une communication, une sensibilisation et des actions plus critiques sur ces questions auprès de sa base sociale et des différents publics.¹⁵ **(H11)**

¹⁰ Ibid., p.6. Quand on leur demande ce que devrait prendre en compte un cours de citoyenneté, beaucoup de jeunes mettent en avant l'objectif de « vivre ensemble » : « les mots et expressions 'respect de l'autre', 'tolérance', 'interculturalité', 'vivre ensemble', 'ouverture à l'autre', 'différence', 'comment réagir face à des propos racistes?', 'préjugés et stéréotypes', etc. ont été cités 125 fois » (pour 221 répondants).

¹¹ Common Cause, The Case for Working with our Cultural Values, September 2010, p.33.

¹² C. BODSON, Études de la représentation de la diversité au sein des programmes de la télévision belge francophone, Bruxelles, CSA, 2009.

¹³ Ibid., p.34.

¹⁴ Notamment l'image de « victimes passives de la pauvreté, que les Occidentaux [viennent] sauver ». A. ZACHARIE, « L'Afrique n'est pas guerre, faim et misère » paru dans La Libre Belgique, 18 juillet 2015.

¹⁵ A. SCHEUNPFLUG et I. MCDONNELL, « Sensibiliser l'opinion publique sur le développement : la communication, l'éducation et l'évaluation en jeu ». Les citoyens ont « droit » à l'enseignement des questions du développement global qui « les aide à éprouver de l'empathie avec les étrangers et à savoir considérer le monde du point de vue, par exemple, des minorités, des populations rurales, ou des défavorisés et des marginalisés de l'économie. »

Le travail de sensibilisation impulsé avec le tissu associatif belge aura un impact auprès des politiques publiques dans leur travail de publication, plaidoyer, et lors des différentes concertations dans divers secteurs. **(H12)**

La même logique peut être dupliquée pour secteur culturel. Intégrer des opérateurs culturels dans des réflexions lors de diverses activités impliquera une prise de conscience des enjeux en lien avec les représentations et les stéréotypes qui participera à une adaptation des politiques culturelles, qui elle-même, nourrira le travail des opérateurs culturels. **(H13)** De par sa longue expérience en la matière, CEC considère que les opérateurs culturels, par leur programmation et leur communication, ont un rôle à jouer dans les représentations qu'elles produisent et les expressions culturelles qu'elles soutiennent. Sensibiliser ces acteurs et les intégrer dans des réflexions collectives produira au sein des publics une meilleure appréhension de la diversité culturelle et un changement de regard sur les personnes issues de l'immigration et du continent africain **(H14)**. De plus, CEC est persuadée que les artistes peuvent jouer un rôle important¹⁶ dans la construction critique de nouvelles représentations, dans le changement de regards et de perceptions à opérer et dans l'installation de nouveaux espaces de dialogue avec le public. **(H15)**

Chemins non-retenus et facteurs externes :

Dans sa stratégie d'intervention, CEC entend s'adresser principalement à des parties prenantes relais, souvent de 1^{ère} et 2^e lignes dans les secteurs scolaire, culturel, associatif, de la coopération, de la presse et des médias. Les actions et les animations directement adressées aux élèves ou aux adultes dits du « grand public » se feront de manière sporadique afin d'expérimenter des animations ou lors d'occasions particulières (projets de long terme ou récurrents, événements ou rencontres avec les publics, etc.)

CEC ne s'impliquera pas (ou très occasionnellement) dans le travail néanmoins important avec certains acteurs tels que les syndicats, les entreprises, les représentants religieux et philosophiques et les partis politiques car l'ONG n'est pas impliquée dans ces réseaux et n'a sans doute ni l'expérience nécessaire, ni la légitimité. Par ailleurs, des organisations telles que UNIA – centre interfédéral pour l'égalité des chances, Myria, le Ciré ou encore le CBAI font un travail remarquable à ce sujet, travail comprenant des modes d'actions et des outils que CEC n'a pas.

Enfin, CEC a également identifié plusieurs facteurs externes comme des hypothèses pouvant influencer les changements souhaités. L'indépendance de la presse et des médias assurée, les différentes immigrations et l'optimisation des politiques culturelles pourront avoir un impact positif. D'autres sont considérés comme pouvant avoir un impact négatif : des lois liberticides et l'instrumentalisation de l'insécurité, le repli communautaire, l'individualisme, l'aggravation de la crise économique, les attentats et l'instrumentalisation de la crise migratoire.

¹⁶ J. RANCIERE, « Le paradoxe de l'art politique », Le Spectateur émancipé. Définition du travail de dissensus de l'artiste « Changer les repères de ce qui est visible et énonçable, de faire voir ce qui n'était pas vu, de faire voir autrement ce qui était trop aisément vu, de mettre en rapport ce qui ne l'était pas dans le but de produire des ruptures dans le tissu sensible des perceptions et dans la dynamique des affects. »

Chemins retenus par CEC

Changements intermédiaires transversaux

Hypothèses

Facteurs externes positifs

Risques

Les artistes congolais sont impliqués dans les réflexions et dans la conception d'outils favorisant l'intégration de l'HGA

Les opérateurs culturels et les artistes en RDC soutiennent l'HGA auprès des jeunes et des parents publiques à intégrer l'HGA dans les cours

Les acteurs de la société civile congolaise intègrent dans leurs actions l'HGA

Les universitaires et les experts en RDC et en Belgique sont associés aux réflexions collectives, notamment à la conception d'outils pédagogiques

Les sectes n'interviennent plus dans le système éducatif en RDC

Les églises changent leurs discours et n'interfèrent pas quant à l'Histoire

Les élèves de l'enseignement secondaire en RDC maîtrisent l'Histoire générale de la RDC et de l'Afrique

La délégation WBI à Kinshasa soutient activement le projet

L'ambassade de Belgique fait la promotion de l'HGA

L'Unesco poursuit son travail sur l'utilisation pédagogique de l'HGA

La délégation de l'Union européenne en RDC encourage les autorités à soutenir l'utilisation de l'HGA

Les universités en RDC apportent un appui scientifique pour l'intégration de l'HGA dans le pays

Les centres de documentation et projets numériques en RDC sont mobilisés

Le Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et initiation à la Nouvelle citoyenneté soutient l'utilisation pédagogique de l'HGA

Le Ministère des Postes et Télécommunications et des NTIC est associé à l'utilisation pédagogique et numérique de l'HGA

L'administration du ministère de l'enseignement est impliquée, notamment la direction de l'administration de l'enseignement général et normal et la direction des programmes scolaires et matériels didactiques.

La classe politique agit pour une meilleure gouvernance

La coalition internationale des artistes pour la promotion de l'Histoire générale de l'Afrique poursuit et amplifie son soutien

Les médias changent leurs pratiques et leurs discours concernant l'Histoire

Les écoles des différents réseaux sont mieux équipées

Les directions des écoles soutiennent l'intégration de l'HGA dans les cours

Les enseignants sont formés et intègrent dans les cours l'HGA

Les Instituts Supérieurs Pédagogiques et l'Université Pédagogique Nationale en RDC sont formés et forment à l'utilisation de l'HGA

Les parents soutiennent leurs enfants et leur scolarité

Prise de conscience de la jeunesse congolaise

Engagement politique des ministres de l'éducation au sein de l'Union Africaine concernant l'Histoire générale de l'Afrique

L'accès à Internet est amélioré

La réforme des programmes se poursuit et favorise l'intégration de l'HGA

Instabilité politique

Tensions post-coloniales

Mauvais accès à l'électricité

Insécurité alimentaire

Situation sanitaire dégradée

Insécurité

Discrimination de genre

Dans le processus de construction de sa théorie du changement, l'équipe de CEC a défini le changement souhaité pour ses actions en République Démocratique du Congo comme tel : « **Les élèves de l'enseignement secondaire en RDC maîtrisent l'Histoire générale de la RDC et de l'Afrique** ». Ce changement sera réalisable à condition de provoquer des changements intermédiaires et d'impliquer des parties prenantes et publics de divers secteurs. Ces diverses phases de changements sont explicitées ci-dessous par les chemins de changements, les hypothèses sur les relations de cause à effet et leurs fondements.

Fidèle à ses activités autour de la matière historique et ses liens avec l'Afrique et plus particulièrement la République Démocratique du Congo, l'ONG CEC considère que le renforcement de la connaissance de l'Histoire générale de l'Afrique et du Congo est un levier efficace et durable pour l'exercice de la citoyenneté et la participation des jeunes congolais à la vie sociale et politique. La connaissance de l'Histoire est un préalable à l'action citoyenne et l'exercice des droits attachés à cette action. Comme le rappelle le professeur Elikia M'Bokolo³² : « Ne peut se développer qu'un peuple instruit, éveillé aux exigences du développement durable et capable d'opérer par lui-même des choix qui s'imposent ». En ces moments où la RDC s'apprête à vivre, une fois de plus, des tournants politiques majeurs, nombre d'intellectuels congolais rappellent qu'il manque aux Congolais(es) trois choses pour renforcer l'exercice plein et entier de leurs droits : la connaissance de leur passé, le souci pédagogique et le partage du civisme. Trois choses dont « *les congolais ont cruellement besoin dans le labyrinthe où ils se débattent aujourd'hui comme des aveugles qui avancent, les bras tendus, sans aucun repère, ni par rapport à leur point de départ, ni par rapport au terme à atteindre, encore moins sur le parcours réalisé* »³³.

Forte d'une expérience dans le développement d'outils numériques en support à des activités pédagogiques et leur large diffusion³⁴, CEC propose de renforcer l'enseignement de l'histoire en R.D.C. par l'utilisation d'outils numériques innovants permettant de modifier, de dynamiser et de moderniser les pratiques pédagogiques³⁵, y compris par l'inclusion de plusieurs langues nationales³⁶. Cet objectif répond à la volonté exprimée dans la stratégie du Ministère de l'enseignement primaire et secondaire³⁷ et se fera en collaboration avec des centres numériques en RDC tels que les centres IFADEM³⁸, le CEDESURK³⁹, projet UNESCO-CFIT (visant à l'amélioration de la formation des enseignants pour combler le fossé de la qualité de l'enseignement en Afrique). **(H15)**

Le patrimoine culturel et la pratique artistique en R.D.C. comprennent de nombreuses références à l'histoire et jouent un rôle de transmission important. L'implication des artistes et des institutions culturelles, garants du patrimoine, enrichira la conception et l'utilisation de l'outil pédagogique numérique dans le cadre d'un projet pilote **(H13)**. Dans cette théorie du changement, cette approche relève à la fois d'un changement intermédiaire transversal à tous les autres et d'une méthode de travail que CEC met à l'œuvre depuis longtemps. Il en est de même

³² Historien, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) à Paris et professeur à l'Université de Kinshasa. Elikia M'Bokolo est également collaborateur régulier de l'UNESCO notamment autour du travail de rédaction de l'Histoire Générale de l'Afrique. Il est également le producteur depuis plus de vingt d'une émission de vulgarisation de l'histoire de l'Afrique sur Radio France International (RFI).

³³ Elikia M'Bokolo, 2010

³⁴ Le projet LITTAFCAR.ORG et sa plateforme de cours en ligne et l'exposition Notre Congo/Onze Kongo, la propagande coloniale dévoilée

³⁵ Franziska Heimbürger, Faire de l'histoire à l'ère numérique : retours d'expériences, In. Revue d'histoire moderne et contemporaine, 2011/5 (n° 58-4bis). « *À l'heure du numérique, les outils informatiques ne sont plus une science auxiliaire de l'histoire : les intégrer au sein de ces « procédures éprouvées » est certainement le principal défi que les historiens devront relever dans les années à venir.* »

³⁶ La RDC fait partie du projet ELAN-Afrique de l'OIF pour l'introduction des langues nationales au primaire. Ce plan d'action doit être intégré à terme dans le programme sectoriel de développement de l'éducation de chaque pays.

³⁷ Ministère de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel. *Stratégie de développement de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel 2010-2015*. Kinshasa, mars 2010. « Redynamiser ces institutions fortement affaiblies par la crise et relancer la mobilisation de l'expertise qui demeure disponible localement pourrait donner une nouvelle impulsion à la réflexion, à l'analyse et à l'action dans le domaine de l'éducation et de la pédagogie (...) »

³⁸ L'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM) participe aux efforts internationaux pour assurer une éducation de base équitable, inclusive et de qualité pour tous.

³⁹ Le CEDESURK, Centre de documentation de l'enseignement supérieur, universitaire et recherche à Kinshasa est une A.S.B.L de droit congolais à vocation d'information, de formation et de diffusion de la documentation scientifique et technique.

pour l'implication d'universitaires/experts du Nord et de Sud dans un comité scientifique **(H14)**. C'est par ce type d'approche pluraliste et inclusive que CEC entend mettre en œuvre de réels espaces de réflexions et de rencontres avec les différentes parties prenantes afin d'aboutir au changement souhaité.

La formation des professeurs leur permettra de maîtriser le contenu de l'Histoire Générale de l'Afrique (HGA) ainsi que des outils pédagogiques (manuels de l'Unesco, outils numériques, etc.)⁴⁰. L'hypothèse émise est que cette formation permettra un renforcement des capacités⁴¹ afin de mieux intégrer l'HGA dans les cours d'Histoire et que cela entraînera une plus grande maîtrise de cette matière par les élèves du secondaire. **(H1)**

Ce travail ne pourra se faire sans un meilleur équipement des écoles en termes d'infrastructures ainsi que de matériel éducatif. **(H2)** Dès lors, un soutien des directions des écoles ainsi que de l'administration du Ministère de l'enseignement est indispensable. Ce soutien permettra sans doute une meilleure implication des professeurs dans les formations **(H3)**. De plus, la formation des professeurs sur le plus long-terme passera par les Instituts Supérieurs Pédagogiques (ISP) dans le pays ainsi que l'Université Pédagogique Nationale (UPN) à Kinshasa et la formation des formateurs des futurs professeurs qui seront des relais multiplicateurs permettant un ancrage plus pérenne du processus impulsé. **(H4)**.

L'engagement concernant l'HGA⁴² du Ministère de l'Enseignement Primaire et secondaire qui sera officialisé prochainement au sein de l'Union Africaine⁴³ devra permettre, de concert avec le Ministère des Postes et des Télécommunications, une plus grande implication de l'administration dans cette mise en œuvre, notamment via le moyen du numérique. **(H5)**

Au vu des remarques précédentes, il paraît évident que l'implication des acteurs de la politique de l'éducation en RDC est une condition *sine qua non* à l'atteinte du changement souhaité⁴⁴. CEC considère que la promotion et le soutien d'institutions telles que l'Ambassade belge et la délégation Wallonie Bruxelles en RDC encouragera les autorités congolaises à être plus volontaristes et facilitera tout processus visant à intégrer l'HGA dans les cours d'Histoire. **(H6)** Dans sa mission de dialogue politique avec les autorités congolaises et la société civile et au regard de son attachement aux questions de développement, la délégation de l'Union européenne, par son soutien à tout projet visant à promouvoir et mieux intégrer l'HGA, permettra également une plus grande attention de la part des autorités congolaises compétentes sur ces questions. **(H7)**

La poursuite et la finalisation du travail de l'Unesco⁴⁵ quant à l'utilisation pédagogique de l'HGA permettra une intégration plus importante de cette question au sein des universités **(H8)** ainsi que dans des établissements tels que les ISP et l'UPN. **(H9)**

En plus des changements à opérer aux niveaux académique et politique, un changement de mentalités et de regard concernant l'Histoire de l'Afrique et de la RDC en particulier est nécessaire au niveau de la population plus largement. Pour cela, la poursuite du travail impulsé par la Coalition internationale des artistes pour la promotion de l'HGA⁴⁶ entraînera un

⁴⁰ Pour rappel, les états (dont la RDC) signataires de la charte de la renaissance culturelle africaine (2006) ont convenu dans l'article 7 de la nécessité d'enseigner l'histoire générale de l'Afrique et recommandent une large diffusion de l'HGA telle que proposée par l'UNESCO, à travers des versions abrégées et adaptées à la jeunesse, ceci dans le respect des droits de l'homme et de la renaissance culturelle.

⁴¹ Projet UNESCO-CFIT DRC, Etat des lieux et besoins, avril 2014, p.50 et suivantes.

⁴² L'intégration de l'Histoire générale de l'Afrique, telle que développée par l'UNESCO, dans les enseignements nationaux est un engagement pris par les Etats-membres de l'Union Africaine à travers la Charte pour la renaissance culturelle africaine (art.7 Karthoum, 2006), dont est co-signataire la R.D.C.

⁴³ L'Etat congolais via son ministre de l'éducation se sera engagé à intégrer les modules pédagogiques développés par l'UNESCO dès novembre 2016 lors du prochain COMEDAF (Conference of Ministers of Education of the African Union).

⁴⁴ Voir **les lettres d'intention des ministres en annexe 7 et 8**

⁴⁵ L'UNESCO a fait un travail de recherche important pour constituer des Unités pédagogiques. Le fruit de ce travail est mis à disposition du projet. Les contenus de ces Unités pédagogiques seront soumis à validation par les Ministres de l'enseignement au mois de novembre.

⁴⁶ Nioni Masela, Unesco : les artistes sollicités pour promouvoir « l'Histoire générale de l'Afrique », article paru dans l'Agence d'information d'Afrique Centrale, le 8 juin 2016.

changement de discours et de regard sur l'histoire de l'Afrique et du Congo au sein des médias, ainsi que des familles et des élèves. **(H10)**

Un travail similaire devra être fait en RDC avec des associations de la société civile **(H12)**, des acteurs culturels et artistiques congolais **(H11)** afin de changer les mentalités et promouvoir l'HGA auprès des médias, des élèves et des familles.

Chemins non-retenus et facteurs externes :

Dans sa stratégie d'intervention, CEC entend s'adresser principalement à des parties prenantes relais, les enseignants du secondaire, les enseignants du supérieur qui forment les futurs enseignants et les associations de la société civile actives dans le secteur scolaire. Dans le cadre du présent programme, les actions et activités du programme ne s'adresseront pas en direct aux familles des élèves, ni à la classe politique en générale bien qu'une campagne de communication les touchera indirectement et que des liens avec les ministres compétents sont déjà établis et seront à renforcer tout au long du projet. La coalition des artistes mise en place à l'initiative de l'Unesco est déjà mise en mouvement et pourra renforcer le programme sans que CEC n'intervienne. Cependant, l'implication des artistes de la RDC dans le programme renforcera l'activité de la coalition des artistes de l'UNESCO.

Plusieurs facteurs externes pouvant influencer positivement les changements souhaités sont identifiés par CEC et seront capitalisés dans le cadre du présent programme : l'amélioration de l'accès à Internet, la prise de conscience de la jeunesse en RDC, l'engagement politique des ministres de l'éducation au sein de l'Union Africaine, les réformes des programmes⁴⁷, l'existence de centres numériques à travers le pays pour la formation à distance des enseignants⁴⁸.

Certains risques pourront avoir un impact négatif et fragiliser le secteur de l'enseignement et son accès : Insécurité, instabilité politique, situation sanitaire dégradée, discrimination de genre, mauvais accès à l'électricité, insécurité alimentaire, tensions post-coloniales.

⁴⁷ Cf actuellement le PEQPESU traduisant les volontés de réformes du gouvernement : Projet d'éducation pour la qualité et la pertinence des enseignements aux niveaux secondaire et universitaire.

⁴⁸ Les programmes soutenus par le Ministère de l'Éducation nationale : IFADEM (mise en œuvre : APEFE) et CFIT (mise en œuvre UNESCO)